

Genre en Action

www.genreenaction.net

Réseau Genre en Action, CEAN, IEP de Bordeaux, 11 Allée Ausonne, 33607 Pessac Cedex, France

BULLETIN Numéro 1 – Juillet 2003

LE RESEAU « GENRE EN ACTION » : UN NOUVEL OUTIL DE TRAVAIL

Voici le bulletin n°1 du réseau Genre en Action !

Créé à l'initiative du ministère des Affaires étrangères français (MAE) et du CEAN (Centre des Etudes d'Afrique Noire de Bordeaux) ce réseau a pour ambition de répondre à la demande des partenaires francophones (au nord et au sud) qui souhaitent s'informer, échanger, se former et agir ensemble pour faire évoluer les politiques et les pratiques du développement vers une prise en compte effective des inégalités entre les femmes et les hommes.

Soutenu financièrement par le MAE et hébergé par le CEAN pour une durée de trois ans, le réseau est conçu comme un outil de travail pour celles et ceux impliqué(e)s dans l'élaboration de politiques, la gestion de programmes, la recherche, la formation, la communication / le plaidoyer etc. Il vise à combler le déficit de prise en compte institutionnelle et politique de l'approche « genre » dans les interventions de développement, en particulier dans le milieu francophone, et à explorer la pertinence des enjeux et la richesse des expériences de terrain dans ce domaine.

Voici les activités suivantes prévues, elles pourront évidemment évoluer selon les dynamiques et les processus que les membres du réseau susciteront :

- Diffuser les concepts et outils de base sur l'approche genre et ses enjeux dans différents secteurs
- Répertoire les experts et les organisations « ressources » en genre dans le monde francophone
- Soutenir le développement et l'échange de méthodologies et d'outils pour inclure le genre dans la gestion du cycle des programmes (de la planification à l'évaluation) et les institutions (transformation organisationnelle)
- Diffuser des informations concernant des offres / demandes de formations (académiques et / ou professionnelles), d'emplois, de consultations, stages etc. dans le domaine du genre
- Héberger des discussions / débats sur Internet, mais aussi à travers des ateliers, des rencontres etc.
- Constituer des groupes de travail sur des questions spécifiques, pratiques et / ou politiques
- Capitaliser et diffuser les expériences pratiques et la recherche – appliquée et / ou fondamentale – sur le genre

- Soutenir la mise en œuvre de formations pour différents publics
- Mettre en relation les ressources et les personnes / organisations ayant des projets et des objectifs communs
- Plaidoyer pour la prise en compte de l'égalité femmes / hommes dans les politiques et les débats internationaux
- Annoncer les films, livres etc. et les événements (séminaires, conférences etc.) liés au genre
- Effectuer une veille scientifique pour la prise en compte transversale du genre dans les interventions du ministère des Affaires étrangères et de ses partenaires.

Pour répondre à la demande des praticien(ne)s, le réseau doit être à la fois un lieu de réflexion et d'actions. Pour ce faire, il a besoin de la participation effective de ses membres. Quels sont les outils du réseau ?

- Un site Internet interactif où seront répertoriées les informations utiles de même que les contributions des membres du réseau. Ce site sera accessible librement et gratuitement pour la consultation mais aussi pour que chacun(e) puisse y apporter ses contributions, questions, réponses etc. et participer aux discussions ;
- Un bulletin trimestriel (courrier postal et / ou électronique) qui abordera un thème principal « en action » (vos suggestions sont les bienvenues ...) et un bulletin électronique mensuel qui résumera les nouvelles du site ;
- Des rencontres trimestrielles des membres du réseau dont les thèmes seront choisis en fonction des intérêts exprimés et / ou de l'actualité (vos suggestions sont les bienvenues !).

Par ce réseau, nous espérons créer des synergies entre les partenaires du développement, y compris entre les gouvernements et la société civile, dans la recherche commune de la justice sociale dont l'égalité entre les femmes et les hommes est une dimension essentielle. Et ce, quelle que soit la partie du monde où nous nous trouvons ... ■

La coordinatrice, Claudy Vouhé





Les divisions socio-économiques et de genre au sein de la société déterminent qui détient le pouvoir de contrôler l'usage de l'eau (agriculture, eau et assainissement domestique, énergie, préservation de l'écosystème). L'une des clés du succès et de la durabilité du système d'approvisionnement en eau réside donc dans l'implication des usagers, hommes et femmes d'âges, de revenus et de conditions sociales variables et ce à toutes les phases du projet (élaboration, réalisation, maintenance).

UN THÈME EN ACTION

GENRE ET EAU

Compte-rendu de la session : « Gender in court »,
3^{ème} Forum Mondial de l'Eau, 17 mars 2003, Kyoto, Japon

Organisée par l'Alliance Genre et Eau en collaboration avec plusieurs organisations travaillant activement à la promotion du genre dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, cette séance novatrice sous forme de « tribunal » a permis d'analyser l'impact de l'approche genre dans les politiques, les institutions et programmes d'eau et d'assainissement. Le débat était organisé autour de la présentation par les « avocat(e)s » d'expériences d'intégration du genre, à quatre niveaux différents : communautaire, ONG, institutionnel et politique. A la fin de chaque exposé, les « questionneurs / euses » interrogeaient les intervenant(e)s et le public avait également l'opportunité de poser ses questions et de partager ses expériences. Un groupe de « juges » représentant aussi bien des gouvernements, des organisations privées, des expert(e)s indépendant(e)s, des ONGs que des organisations internationales, élaborait et annonçait son « verdict ».

Les études de cas ont mis en évidence des leçons et des bonnes pratiques sur le « pourquoi » et le « comment » de l'intégration du genre dans les programmes d'eau et d'assainissement.

L'accès à l'eau potable a un impact positif sur la santé de la famille et réduit le temps que les femmes doivent consacrer aux soins de santé. De plus, le temps gagné en terme d'approvisionnement et de stockage de l'eau, permet aux femmes de se consacrer à d'autres activités comme l'éducation ou des activités productives, la culture de légumes, l'élevage ou la création de petites entreprises génératrices de revenus. La réalisation de projets d'eau et d'assainissement participatifs et sensibles au genre permet non seulement d'augmenter les chances de succès et de pérennité du projet, mais jette également les bases d'une coopération entre les femmes et les hommes, tout en établissant un cadre pour aborder la question des inégalités.

Les femmes, en tant que principales usagères, doivent être impliquées à tous les niveaux de la gestion de l'eau, y compris dans les associations d'usagers de l'eau (AUE). La participation des femmes représente une forte valeur ajoutée dans la définition d'un intérêt commun au sein d'une population et dans la mobilisation de l'ensemble de la communauté pour son propre développement. En effet, en Amérique Latine par exemple, même si les hommes dominent l'espace public, ils semblent plus attirés par le pouvoir que réellement investis d'une mission d'amélioration des conditions de vie de leurs concitoyen(ne)s.

La mise en place d'un système de gestion participatif, avec la nomination de 1 femme / 1 homme dans les associations d'usagers et parmi les délégués de chaque borne fontaine, n'est réellement efficace que si cette démarche est précédée d'une analyse en genre de la population, conjuguée à un travail de sensibilisation et de formation auprès des différentes composantes du village. La faiblesse de la participation des femmes renforce la main-mise des hommes sur ces projets ce qui ne permet pas de réunir toutes les conditions pour une gestion transparente de tels ouvrages. Ceci peut générer un désintérêt des autres villageois tant pour la gestion que pour la consommation d'eau, mettant ainsi en péril tout le fonctionnement du système.

Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte. En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les faire évoluer; tout en répondant à différents besoins.

Il est indispensable d'aborder avec l'ensemble des composantes de la population (femmes et hommes) la question du paiement de l'eau (modalités, tarifs), et des choix techniques et géographiques des infrastructures. La consommation d'eau potable n'est parfois pas suffisante pour garantir l'entretien et l'amortissement des ouvrages, parce que les femmes n'ont pas été consultées pour les emplacements des points d'eau ; qu'elles ne parviennent pas à assumer seules la totalité du coût de l'eau et qu'aucune action n'est menée auprès des hommes pour les sensibiliser à la nécessité d'y contribuer financièrement. En outre, le manque de transparence dans la gestion peut renforcer ce sentiment d'exclusion des usagers et des usagères, qui les conduit à se détourner parfois des ouvrages hydrauliques aménagés.

Les formations en genre dans le domaine de l'eau et de l'assainissement doivent être organisées au plus haut niveau des autorités concernées (cadres de la fonction publique, etc.). Elles doivent être associées à des actions stratégiques concrètes pour une mise en application directe et une plus grande efficacité des deux types d'actions.

La participation publique des usagers et usagères à l'élaboration des politiques et des législations sera de nature à en accroître la qualité.

Enfin, il est essentiel de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles dans la gestion des inondations, car elles comptent parmi les plus exposées lors des catastrophes liées à l'eau (elles ne savent pas nager, n'ont pas accès aux bateaux, ni au crédits délivrés par la suite pour la reconstruction).

Commentaires de clôture et « verdicts »

Dans leurs conclusions, les différents groupes du tribunal (avocats, « questionneurs » et juges) ont mis en exergue les points forts et les points faibles de la prise en compte du genre, ainsi que des pistes à suivre :

L'intégration transversale du genre nécessite le recours à des approches fondées sur une compréhension approfondie de la société, reconnaissant et tenant compte de sa diversité (genre, pauvreté, ethnicité, communautés minoritaires et majoritaires, etc.). Il convient de partir des forces des femmes (les projets se limitent parfois à constater leurs faiblesses). Pour ce faire, les normes et les institutions fondamentales pour l'émancipation des femmes doivent être modifiées afin d'amorcer ce changement de perspective.

Les actions de suivi sont encore insuffisantes. Les groupes ont retenu le besoin d'élaborer des indicateurs qualitatifs en « genre » plus sophistiqués.

Les groupes ont aussi constaté que le genre est le plus souvent introduit seulement lorsque le système ne fonctionne pas. Il n'est pas conçu comme

une pré-condition à la réalisation des projets. Si l'intégration transversale du genre qui recouvre une large gamme d'activités et d'aspects est perçue comme onéreuse, particulièrement par ses détracteurs, elle permet pourtant des économies importantes sur le long terme. En effet, les exemples montrent qu'à moyen terme, les investissements en terme d'intégration transversale du genre permettent de pérenniser les projets et les programmes et qu'il est préférable d'intégrer le genre très en amont.

L'idée que les hommes peuvent « se permettre » de se désintéresser de la démarche genre – alors que les femmes ne le peuvent pas – a été soulevée. Au niveau communautaire, il devient de plus en plus évident que l'autonomisation, l'émancipation doit aussi concerner les hommes. Les groupes ont donc appelé les participant(e)s à porter une attention particulière « aux hommes » afin qu'ils ne se retrouvent pas marginalisés et qu'ils puissent eux aussi contribuer aux changements dans ce domaine.

Le groupe des « questionneurs » a relevé que le genre s'inscrit dans un débat plus large sur l'équité, qui concerne les femmes mais aussi les jeunes, les personnes âgées et la transformation sociale etc. Le but de l'intégration du genre est de « faire changer les choses ». Cela requiert du temps et une forte volonté politique. En effet, les changements impliquent de développer un travail avec de nombreuses institutions, aussi bien sur le terrain qu'au niveau politique. Si la tâche est longue et difficile, c'est parce ce qu'elle touche à des questions sociales fondamentales.

L'intégration transversale du genre dans la gestion des ressources en eau est fondamentale. Les politiques nationales de l'hydraulique en constituent le cadre mais, comme les groupes l'ont rappelé, jusqu'à présent à l'échelle mondiale seuls trois pays (l'Afrique du Sud, le Pakistan et le Bangladesh) ont explicitement intégré la dimension de genre dans leur politique nationale en hydraulique.

Sensibiliser les responsables des institutions à la question du genre constitue la première étape de la mise en œuvre. Les ONGs peuvent être les intermédiaires et les catalyseurs de l'introduction d'une perspective de genre et peuvent assurer le lien entre les communautés et les gouvernements.

Engagements des gouvernements, institutions internationales et des ONGs

Plusieurs des gouvernements présents ont décidé de renforcer l'intégration du genre dans leurs projets. Par exemple, le gouvernement du Brésil prévoit l'intégration transversale du genre au sein du nouveau gouvernement, avec la création d'un Secrétariat spécial aux droits des femmes, au niveau ministériel, impliqué, notamment, dans le Conseil national des ressources en eau. Les organisations internationales ont aussi pris des engagements : la Banque Asiatique de Développement prévoit l'élaboration d'un « Partenariat genre et eau » entre la BAD et l'Alliance Genre et Eau, le renforcement des capacités en genre, le développement de bonnes pratiques et la facilitation d'un dialogue national et régional. Quant au PNUD, il envisage la mise à jour régulière de son « Guide sur l'intégration transversale du genre dans la gestion de l'eau » et la prise en compte du genre par le groupe de travail sur l'eau et l'assainissement du projet des Nations Unies pour le Millénaire. ■

STOP PRESSE

Le Droits des Femmes dans l'Union africaine

Le 8 juillet, au sommet de Maputo (Mozambique), les ministres des affaires étrangères africains ont adopté un texte fondamental sur la place la femme et ses droits au cœur de l'Union africaine. En particulier, ce document rend illégales l'excision et les mutilations sexuelles et fixe l'âge minimum du mariage à dix-huit ans. Le texte aborde aussi les atteintes à l'intégrité des femmes, trop souvent justifiées au nom de traditions séculaires et définit de nouveaux droits pour la femme africaine, en phase avec la réalité de ses problèmes actuels. Ainsi, les femmes obtiennent aussi bien le droit de contrôler leur fertilité que le droit à l'avortement en cas de viol ou d'inceste. Si certains pays se sont montrés réticents sur certains aspects du texte, aucun ne s'y est opposé. Symbole de l'esprit de la Renaissance africaine qui anime les cinquante trois pays membres de l'UA, ce texte constitue une base juridique indispensable pour le travail des gouvernements et des ONGs, sa mise en œuvre un enjeu pour le développement durable et la justice sociale en Afrique.

Le rapport détaillé de la session "Gender in court" est disponible sur le site du pS-Eau (Programme solidarité-eau) à l'adresse suivante :

http://www.pseau.org/outils/biblio/ouvrages/genre_session_gwa_2003_rapport_final.doc

Certaines études de cas peuvent aussi être consultées en ligne sur www.pseau.org/genre

Pour plus d'informations :

Olivia Drevet-Dabbous
Alliance genre et eau
drevet@pseau

BRIDGE est une initiative pour la promotion du genre au sein de « Institute for Development Studies » en Grande Bretagne. Le site www.siyanda.org et la base de données www.genie.ids.ac.uk comprennent de plus en plus d'informations en français. Le prochain dossier « Cutting Edge Pack » abordera le thème « Genre et citoyenneté ». Si vous souhaitez y contribuer (en français), contactez Susie Jolly (s.jolly@ids.ac.uk).

LE RESEAU ATTEND VOS CONTRIBUTIONS !

Forum social européen : Amener du genre !

Le site www.genreenaction.net est en construction et sera opérationnel à la fin du mois d'août. Vous pourrez alors le consulter mais, surtout, vous pourrez y déposer vous-mêmes vos contributions. En attendant, nous vous invitons à nous les envoyer, en français uniquement et si possible en format RTF. Celles-ci seront mises sur le site par nos soins. Nous recherchons en particulier :

- Des informations sur les organisations et / ou réseaux actifs sur le genre dans votre pays et / ou domaine
- Des exemples de (bonnes / moins bonnes) pratiques de prise en compte du genre dans des programmes et des organisations de développement
- Des méthodologies / outils pour la prise en compte transversale du genre (ou « mainstreaming ») dans les interventions et les organisations de développement
- Des résumés de recherches achevées et / ou en cours abordant la dimension genre
- Des CV d'experts en genre (francophones)
- Des offres et des demandes d'emplois, de stages, de consultations / missions concernant le genre
- Des appels d'offre sur des thèmes liés au genre
- Des informations sur les formations « genre » académiques (ex. modules) et professionnelles (atelier)
- Des questions, sujets de débats, suggestions etc. pour les futures listes de groupes de travail / listes de discussions du réseau
- Des liens Internet utiles (en français surtout)
- Des ouvrages, des films, des rapports de conférences, des rencontres à venir etc.
- Des demandes de partenariats et / ou de soutien (par ex. pour des plaidoyers politiques).

QUELQUES ACTIVITES DES MEMBRES DU RESEAU

Le CEPED a mis en place un réseau sur les politiques de santé de la reproduction et les droits reproductifs (<http://droitsreproductifs.free.fr>). Une réunion sur ce thème se tiendra à l'automne. Pour en savoir plus, contactez Arlette Gautier, Laboratoire Population Environnement Développement, UMR IRD-Université de Provence 151, Centre Saint-Charles, Case 10, 3 Place Victor Hugo, 1331 Marseille cedex 3, France, arlette.gautier@u-paris10.fr

Le Monde selon les Femmes (Bruxelles) vous invite à consulter son site où vous trouverez des bibliographies et des offres de formations sur le genre. www.mondefemmes.org (Le Monde selon les femmes, 18, rue de la sablonnière, B-1000 Bruxelles, Tél: 32 2 223 05 12 / Fax: 32 2 223 15 12, lidia@mondefemmes.org)

Le Forum social européen (FSE) qui se tiendra du 13 au 16 novembre 2003 à St-Denis, Paris, Ivry, Bobigny, sera précédé, le 12 novembre, d'une Assemblée européenne des droits des femmes, conçue comme un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences et de projets de résistance.

Espace de partage et de confrontation entre les mouvements, le Forum social doit définitivement aborder le thème de l'égalité femmes / hommes et inclure une perspective de genre dans tous ses débats. Beaucoup de travail reste à faire. La parité aux tribunes vient d'être gagnée ; restent tous les contenus. Soyez nombreux – et surtout nombreuses – à y prendre votre place ! Pour en savoir plus sur le FSE, consultez le site http://www.fse-esf.org/rubrique.php3?id_rubrique=3

PROCHAINES ACTIVITES DU RESEAU

Le réseau animera une formation pilote en genre et développement à l'attention des Organisations de Solidarité Internationale (OSI) basées en France. Cette formation de deux jours se tiendra les 8 et 9 septembre 2003, à Paris au MAE, 20 rue Monsieur. Elle est limitée à 15 personnes. Pour réserver, contacter Sabrina Guérard au 01 53 69 31 88.

La prochaine rencontre trimestrielle du réseau se tiendra en octobre à Paris. Elle visera en partie à recueillir les premiers avis des utilisateurs / trices sur le site Internet du réseau. Elle abordera aussi la question du suivi et des indicateurs de genre : Comment mesurer les effets de nos actions sur l'égalité entre les femmes et les hommes ? Les résultats de la rencontre seront disponibles sur le site et une liste de discussion sur ce thème sera ouverte pour celles et ceux qui ne pourront pas participer à la rencontre. Nous attendons d'ores et déjà vos inscriptions et contributions.

Si vous souhaitez proposer un thème et / ou héberger une des prochaines rencontres trimestrielles dans votre région (en France ou à l'étranger) contactez-nous. ■

Attention : Le réseau ne prend pas en charge les frais de déplacement des personnes / organisations en France et / ou à l'étranger.

